Gaëlle Krikorian, docteur en sociologie

Médicaments : biens communs ?

Médicaments bien commun est un regroupement de professionnels, chercheurs, militants,...qui contestent la privatisation de la santé. Une 1ère question est posée quant à la participation éventuelle de la CN à cette initiative.

Cette initiative est née en 2021 à partir du discours officiel sur les « vaccins, bien commun » en lien avec la COVID 19 (Macron, Von Der Leyen). Or ils appartiennent à une poignée de laboratoires privés.
Les médicaments sont de plus en plus chers, les déremboursements de plus en plus nombreux et les pénuries augmentent.

Ce sont 2 faces d'une même pièce :

- Un système contrôlé par quelques
- Elles créent du nouveau qui rapporte au détriment de l'efficacité.

Alors, comment changer ?

1. Partir des besoins : problème des pénuries, notamment dans l'ancien
2. Dans la nouveauté : problème des brevets qui occulte l'essentiel.

L'autonomie doit être pensée au niveau international et pas seulement l'Europe.
L'accès pour tous c'est la Sécurité Sociale, le marché du médicament est symptomatique de la spéculation.
Nous devons rééquilibrer les rapports de force.

Nous avons rassemblé tous les acteurs (une trentaine de personnes), et écrit une charte opérationnelle qui devrait aboutir à une proposition de loi. Il faut :

- **Identifier les produits** : les pénuries, les besoins en santé la facilité de production (propriété intellectuelle). Choix de « médicaments anciens » mais essentiels afin de pouvoir travailler dans un cadre sans pression politique et les difficultés liés aux brevets. La production des traitements permettra leur innovation.

- **Une prise en charge 100% Sécu :** aujourd'hui le comité économique travaille de façon opaque avec les laboratoires au nom du secret des affaires. Il est nécessaire d'avoir accès à ces informations pour fixer un « prix juste ».

- **Les communs pharmaceutiques** : et tout d'abord, qui prend les décisions ? Les producteurs publics, notamment les hôpitaux, et des PME, certaines devenant des coopératives.

Le collectif de base a créé une association ouverte et 6 groupes de travail

1. La communication : sur le PLFSS, les projets de loi...
2. Les projets de production (hôpitaux, PME, pharmaciens)
3. Le niveau européen
4. Les liens avec la Sécu
5. L'évolution de la Sécu
6. L'élargissement international, sortir de la logique de marché.

Il existe des conventions locales, aujourd'hui avec Lyon.

Les questions des participants

- Les entrepreneurs veulent garder les profits, quelles pressions exercées sur les fournisseurs de base ?
- Quelles relations avec les partenaires juridiques et financiers, notamment les grosses Mutuelles ?
- Le coût des médicaments, un vrai problème, notamment avec les partenaires européens.

Les réponses de Mme Krikorian

Nous sommes dans une impasse, il y a de plus en plus d'inconvénients pour les politiques (pénuries, coûts...). Le poids des entreprises est, en effet, de plus en plus lourd et le système exclut de plus en plus de personnes.
Nous avons besoin de penser autre chose et d'abord qui décide ? Mais aussi de s'appuyer sur l'existant.

Nous ne sommes pas à l'abri des pressions des laboratoires (notamment des PME).
C'est un choix de société : l'accès aux soins pour tous c'est la bagarre obligatoire.

Nous recherchons aussi une entente avec les grosses Mutuelles.

La pénurie est un choix stratégique. Le problème réel n'est pas la technologie mais les choix politiques.
Au niveau européen nous avons des liens, notamment avec l'Allemagne, la Belgique, les Pays Bas, l'Espagne. Nous devons penser l'autonomie régionale au niveau international.

Question des défenseurs de la Sécu de l'Alimentation

- Y a t'il des liens possibles avec la Sécu ?
- Quel financement pour les « innovations » (vaccins contre les cancers...)

Réponse

Des difficultés existent, y compris auprès de salariés, cite la résistance des employés (es) de SANOFI, relayée par la CGT..
Il est nécessaire de rechercher des relations avec des politiques. , porter des projets de loi avec par exemple la Sécurité Sociale Alimentaire.